



CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL  
ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION « DES DEUX MAINS »

Entre

La **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par Francis ADOLPHE, Président, habilité en vertu de la délibération n°                      du 13 octobre 2014, d'une part,

et

L'association « Des Deux Mains », association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Avignon, représentée par son Président, Monsieur Camille Rey-Flaud, agissant es qualité en vertu de l'assemblée générale de l'association en date du 19 juin 2014, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**Preamble :**

Vu les statuts de la CoVe, modifiés le 7 octobre 2004 et comportant, à l'article B du volet 2 sur ses compétences optionnelles, la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

Vu l'intérêt communautaire, précisé le 22 septembre 2003 et déclarant d'intérêt communautaire les « manifestations culturelles itinérantes pouvant intéresser plusieurs communes de la CoVe ».

Vu la délibération n°                      du 13 octobre 2014 du Conseil de Communauté de la CoVe renouvelant sa participation financière au festival « Soirées d'automne »,

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Par la présente convention, la CoVe et l'association s'engagent dans un partenariat pour mener à bien le festival « Soirées d'automne » durant l'année 2014 sur le territoire de la CoVe.

Les interventions de ce festival sont au nombre de trois et se tiendront aux dates suivantes : 7, 15 et 22 novembre 2014.

### **Article 2 : Durée de la convention**

Cette convention est conclue pour la seule édition 2014. Elle prendra effet à compter de la date de la signature et prendra fin le 31 décembre 2014.

### **Article 3 : Contribution de l'association**

L'association s'engage à concevoir et à organiser sur le territoire de la CoVe, un festival itinérant intitulé « Soirées d'automne », en fonction d'une programmation élaborée de concert avec la Commission Culture & Patrimoine de la CoVe et à effectuer sur le terrain autant de repérages et de réunions techniques que nécessaire avec les représentants des communes participantes.

L'association s'engage à souscrire les assurances nécessaires pour ses membres bénévoles participant aux animations ou à vérifier auprès desdits bénévoles qu'ils sont couverts personnellement par une assurance responsabilité civile incluant la participation aux activités d'une association.

L'association s'engage à rémunérer ou défrayer, charges sociales et fiscales comprises, le personnel professionnel, qu'elle serait éventuellement amenée à embaucher pour les besoins des soirées. En cas d'accident du travail impliquant ses salariés, elle sera tenue d'effectuer les formalités légales.

L'association s'engage à rémunérer les artistes professionnels retenus dans la programmation. Elle s'assurera de l'hébergement et de la restauration des artistes et de leurs équipes techniques.

L'association s'engage à prendre en charge les frais de conception et diffusion des supports de communication, ainsi qu'un site ou une page web dédié à l'événement. Elle fera relire, pour avis et validation préalable avant impression, chaque outil de communication par les services Communication et Culture & Patrimoine de la CoVe.

L'association s'engage à respecter les mesures et à utiliser les outils fournis par la CoVe permettant de faire de ce festival un éco-festival : vente de boissons et produits locaux, gobelets non-jetables, tri des déchets, incitation au tri sélectif, incitation au covoiturage, etc ....

L'association prendra en charge l'enregistrement des réservations et la billetterie des soirées et conservera l'intégralité des recettes.

L'association s'engage à fournir à la SACEM/SACD les informations sur les textes et musiques éventuellement déposés et à s'acquitter de tous les droits afférents.

L'association s'engage à fournir à la CoVe des billets gratuits destinés aux partenaires institutionnels que celle-ci à l'habitude d'exonérer des droits d'entrées dans le cadre de ses autres activités.

L'association s'engage à fournir à la CoVe, à la signature de la convention, les justificatifs et photocopies des pièces administratives et comptables suivantes :

Déclaration en Préfecture,

Licences d'entrepreneurs de spectacles,

Rapport moral et rapport financier de l'année en cours,

Budget prévisionnel de l'opération,

Attestation sur l'honneur relative au règlement financier (voir annexe 1 jointe à la convention),

Attestations de conformité du chapiteau

L'association s'engage à fournir à la CoVe, à l'issue des soirées et avant le dernier versement de la subvention, les photocopies des factures, certifiées acquittées par le président de l'association.

#### **Article 4 : Contribution de la CoVe**

La CoVe s'engage à soutenir financièrement l'association partenaire de ce projet en lui versant une subvention d'un montant de 38 000 €. Cette subvention est attribuée afin de faire baisser le prix des places sur l'intégralité des soirées, de manière à rendre accessible au plus grand nombre cet événement culturel.

La CoVe s'engage à faire le lien avec les communes, par la médiation de son service Culture & patrimoine, pour la facilitation technique de mise en place du festival sur le terrain.

La CoVe aidera l'association, par la médiation de son service Communication, à faire connaître le festival sur le territoire et à diffuser l'information, notamment dans la revue Intercom, le programme culturel d'automne, une conférence et des communiqués de presse, le site internet de la CoVe, etc.

La CoVe, dans le respect de son Agenda 21, s'engage à mettre en place un certain nombre d'outils et de mesures permettant de faire de ce festival un éco-festival : gobelets non-jetables, poubelles de tri sélectif, médiateur du tri, documents de sensibilisation au tri et au covoiturage.

#### **Article 5 : Annulation d'une soirée**

En cas d'intempéries mettant en danger les bénévoles et personnels de l'association, le public ou le matériel, la décision concernant l'annulation ou le maintien de la soirée sera prise par la CoVe ou son représentant habilité, en accord avec l'association ou son représentant habilité. D'une manière générale, il conviendra de trouver par anticipation, un lieu de repli en dur sur la commune et d'organiser une communication d'urgence pour le faire connaître. En cas d'annulation, la CoVe et l'association chercheront en collaboration la meilleure façon de compenser l'animation annulée en envisageant son éventuel report. Si toutefois, l'animation est commencée depuis plus d'une demi-heure, elle sera considérée comme réalisée.

## **Article 6 : Conditions de versement de la subvention**

La subvention sera versée sur le compte de l'association en deux versements dans les conditions suivantes :

- Un acompte de 30 000 € sera versé à la signature de la convention.
- Le solde de 8 000 € sera versé à l'issue des soirées et sur présentation des justificatifs précisés dans l'article 3.

## **Article 7 : Contribution des communes**

Les communes accueillant un spectacle sont pleinement partie prenante de cette manifestation. Elles s'engagent à fournir une salle en ordre de marche. Elles sont tenues d'effectuer un certain nombre de tâches administratives (déclaration de buvette, arrêté de stationnement et règlement de voirie, etc.) et techniques (fourniture de chaises, gradins, barrières, échelle parisienne, etc.) et de mettre à disposition des organisateurs du personnel pour ouvrir et refermer la salle, expliquer les alimentations électriques, etc. l'ensemble des tâches à effectuer par les communes sera précisé dans un document contractuel, adapté à chaque commune après repérage in situ et annexé à la présente convention.

## **Article 8 : Sanctions**

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **Article 9 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la Communauté d'Agglomération  
Ventoux - Comtat Venaissin  
Le Président

Pour l'association  
  
Le Président

Francis ADOLPHE

Camille REY- FLAUD

## ANNEXE n°1 : Attestation sur l'honneur relative au règlement financier

### Associations

#### Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association

#### Attestation sur l'honneur

**Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toutes les demandes et quel que soit le montant de la subvention sollicitée.** Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e), .....REY-FLAUD Camille (le président)..... (nom et prénom)  
représentant(e) légal(e) de l'association,

- certifie que l'association est régulièrement déclarée

- certifie que l'association est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;

- certifie exactes et sincères les informations jointes à la présente convention de partenariat culturel, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions introduites auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;

- s'engage à respecter les dispositions du règlement financier ainsi que les dispositions réglementaires générales s'appliquant au domaine des subventions publiques ;

Il est notamment rappelé que :

En application de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenues de fournir à la collectivité sollicitée une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotées, par le Président ou par le représentant habilité pour les autres :

- toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la CoVe peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

En application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et des textes pris pour son application :

- lorsque la subvention de la CoVe est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé, bénéficiaire, doit produire à la CoVe un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

- prend acte du fait qu'en cas de non-respect de ces règles, je m'expose au remboursement des sommes versées par la CoVe

Fait, le 17/09/2014 à Carpentras.

Signature

-----  
-----

**Attention**

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

## **CONVENTION FESTIVAL SOIREEES D'AUTOMNE – ANNEXE SUR LES DISPOSITIONS A PRENDRE PAR LES COMMUNES**

### **COMMUNICATION**

La commune accueillante devra transmettre à Moustik Production la liste des outils de communication pouvant être mis à disposition par la commune (magazine municipal, affichages...). Ces informations devront être envoyées par email avant le 01 juin 2014 à [contact@moustik-production.com](mailto:contact@moustik-production.com) (Merci de penser à nous donner les dates de bouclage suivant les outils de communication que vous possédez).

Un mois avant la date du concert, la Mairie s'engage à communiquer au plus grand nombre le festival « Soirées d'Automne ».

### **ELECTRICITE**

Alimentation électrique en tétra (3 phases, 1 neutre, une terre) :

- Puissance minimum de 32 Ampères par phase
- Puissance souhaitée de 63 Ampères par phase
- Puissance appréciée de 125 Ampères par phase

La distance entre l'alimentation électrique et la scène devra être de :

- moins de 20 mètres en 32 Ampères par phase
- moins de 10 mètres en 63 Ampères par phase
- moins de 5 mètres en 125 Ampères par phase

Les clés des coffrets électriques alimentant la scène (même en amont) devront nous être remises impérativement dès notre arrivée.

La Mairie doit impérativement prévoir l'éclairage extérieur de la salle et du parking.

### **DEMANDES MATERIELS**

- 1 scène de minimum 8x6 mètres d'une hauteur de 80 cm
- 4 pac samia en plus de la scène pour les ailes de son
- 1 gradin de 80 à 150 places, le cas échéant et suivant la taille de votre salle
- 1 échelle parisienne
- 40 barrières Vauban
- 6 containers poubelle ( à voir avec la CoVe, service GDD)
- Eau courante dans la salle (cuisine) ou dans le chapiteau de cirque
- Toilettes publiques dans la salle ou location de toilettes chimiques si besoin
- Espace fermé à clef avec toilette pour faire la loge des artistes

### **PERSONNEL COMMUNAL**

La Mairie accueillante doit mettre à disposition un technicien d'astreinte le jour du concert. Cette personne doit être facilement joignable au téléphone. Si nous organisons un concert dans une salle polyvalente, cette même personne doit être apte à gérer le système de détection de fumée de la salle en cas de besoin.

**NB :** Ces demandes étant susceptibles d'évoluer en fonction du type de spectacle accueilli, elles seront déterminées au cas par cas de manière contractuelle pour chaque commune.